

# Israël encourage des menaces de mort contre les défenseurs des droits de l'Homme

Ali Abunimah – 1<sup>er</sup> août 2019



*Shawan Jabarin, directeur de Al-Haq, à gauche, reçoit le Prix des Droits de l'Homme de la République française, avec Hagai El-Ad, directeur de B'Tselem, au centre, en décembre 2018.  
(via Twitter)*

La propagande du  
gouvernement israélien encourage de violentes menaces contre  
les  
défenseurs des droits de l'Homme.

Sur la page Facebook du  
site 4IL, les visiteurs ont laissé des commentaires appelant à  
tuer  
Shawan Jabarin, directeur de l'association palestinienne des  
droits  
de l'Homme Al-Haq.

On y trouve :  
« Quand lui mettrons nous une balle dans la tête ? »,  
« Pourquoi des gens comme ça respirent encore ? »  
et « Pourquoi n'a-t-il pas été liquidé ? »

4IL est un organe de  
propagande du ministère israélien des Affaires Stratégiques.

Ce  
ministère, dirigé par Gilad Erdan, mène une campagne de  
dénigrement et de sabotage contre les associations de droits  
de  
l'Homme et le mouvement mondial de solidarité avec la  
Palestine.

Al-Haq dit de ces  
commentaires que ce sont « des paroles d'incitation et de  
haine ».

L'association de droits de l'Homme dit que cet accès brutal de menaces de mort est survenu après que 4IL ait publié un article accusant Jabarin, défenseur des droits de l'Homme qui a gagné une reconnaissance et des prix internationaux, de « terrorisme ».

Le gouvernement israélien a publié l'article dénigrant Al-Haq après que l'organisation ait organisé un événement, pour célébrer son 40ème anniversaire, auquel ont assisté des universitaires, des diplomates et des personnels, y compris de l'ONU et de l'Union Européenne.

« Cette attaque est la dernière d'une campagne à grande échelle contre les organisations palestiniennes et autres de la société civile qui travaillent pour la promotion et la protection des normes de l'état de droit et des droits de l'Homme pour le peuple palestinien », d'après Al-Haq.

*Israel's Ministry of Strategic Affairs continues its campaign against human rights activism by accusing the leading Palestinian human rights group [@AlHaq\\_org](https://www.alhaq.org) of "terrorism" and publishing on its Facebook page its followers' incitement to violence. <https://t.co/cIZ30ofAGh> [pic.twitter.com/oznjBuKUS5](https://www.pic.twitter.com/oznjBuKUS5)*

– Kenneth Roth (@KenRoth) [July 26, 2019](#)

La FIDH, réseau international des droits de l'Homme, a lancé une alerte la semaine dernière condamnant la campagne de dénigrement et les menaces de mort contre Jabarin et demandant à Israël « de mettre immédiatement fin à tout acte de harcèlement contre lui, Al-Haq et tous les défenseurs des droits de l'Homme ».

Al-Haq a été une cible particulière d'Israël à cause du rôle qu'elle joue en réunissant, pour la Cour Criminelle Internationale, des preuves des crimes israéliens contre les droits de l'Homme.

Les autorités des Pays Bas, où siège ce tribunal, ont mené une enquête sur les menaces de mort visant un avocat qui travaille pour Al-Haq.

Selon un ancien journaliste du renseignement, il se peut que la campagne de harcèlement contre cet avocat soit l'oeuvre du ministère israélien des Affaires stratégiques.

Un des buts essentiels de la campagne de dénigrement est d'obliger les gouvernements à mettre fin à leur financement des associations de droits de l'Homme en les associant à du « terrorisme ».

Le mois dernier, l'UE a dit qu'elle était « au courant de ces allégations » contre Al-Haq, mais que l'étude des listes de

sanctions contre les représentants de l'organisation à l'ONU et l'UE n'avait fait naître aucune inquiétude.



*Une menace de mort écrite à la bombe sur les locaux d'Amnesty International et d'autres organisations non gouvernementales à Tel Aviv. (via Facebook)*

Mercredi, Amnesty International a exigé que les autorités israéliennes « mènent une enquête urgente sur les menaces de mort visant trois organisations de la société civile, dont la section d'Amnesty International à Tel Aviv ».

L'association a dit que des menaces de mort ont été taguées anonymement à l'extérieur des bureaux d'Amnesty International Israël et de l'ASSAF, organisation qui travaille avec les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Amnesty a posté sur Facebook une photo du graffiti en hébreu sur les murs de son bureau.

Il dit : « Les méchants mourront pour leurs péchés » – citation de la Bible.

Une boîte contenant des menaces de mort et une souris morte a par ailleurs été déposée à l'entrée du Centre Eifelet d'Activités des enfants pour les réfugiés.

Amnesty a noté que, ces dernières années, « le climat pour les défenseurs des droits de l'Homme, en Israël comme dans les territoires palestiniens occupés, s'est rapidement détérioré ».

« Les autorités israéliennes ont pris des mesures pour restreindre encore plus les droits à la liberté d'expression et d'association à l'intérieur d'Israël, les responsables menaçant les défenseurs des droits de l'Homme critiques du gouvernement et mettant en place des mesures juridiques pour faire taire les contestataires »,

a  
ajouté Amnesty.

Comme  
Al-Haq, Amnesty a été la cible d'un harcèlement officiel pour  
sa  
documentation sur les violences israéliennes.

Traduction : J. Ch.  
pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)